CONSEIL MUNICIPAL du 23/05/2025 à 20h00
Compte rendu

Date de convocation : 19/05/2025

Présents : Patrick PRUGNAUD, Philippe PAULO, Gilbert MONTET, Lucette LEPREUX, Catherine TEILLAC, Alain MARINIER, Ghislain FOURREAUX, Emmanuelle FADEUILHE-AYMARD, Guy PRIESTER, Denise ARNOULT, Claudine THELLIER, Françoise ARPAILLANGE, Alain JACQUART, Philippe BLANC, Gérard VIELLE, Marine MASMAYOUX, Emmanuel DELAVALLADE, Pascal MIRAMONT, Louise DESGRANGES, David VITRAC

Absents : Nathalie DESSONS, Yoan LAUMOND, Patrick PUIDEBOIS, Mathieu LAUVIE, Patrice PARJADIS, Michèle POUYES, Carole MERCHIER, Jérôme TRESSSENS, Virginie JARDEL,

Procurations : Yoan LAUMOND pour Françoise ARPAILLANGE, Michèle POUYES pour Ghislain FOURREAUX, Carole MERCHIER pour Marine MASMAYOUX, Virginie JARDEL pour Alain JACQUART, Jérôme TRESSSENS pour David VITRAC

DEBUT DE SEANCE : 20H05

ORDRE DU JOUR

- PLUi : Avis de la commune sur le projet arrêté en conseil communautaire
- Modification du tarif des taxes de séjour de l'aire de camping-car
- Délégation de Service Public – Camping de Cazoulès
- Questions diverses
 - Modification du tableau des effectifs
 - Budget 2025 Assainissement
 - Dotation élu local 2021
 - Subventions de la commune au Budget annexe assainissement
 - Reprise des extincteurs chez des particuliers
 - Présentation du Bac

Madame Denise ARNOULT et Emmanuel DELAVALLADE ont été désignés en qualité de secrétaires par le conseil municipal.

Le Procès-verbal du conseil municipal du 14/04/2025 est validé comme suit :

Votes pour : 15 **Votes contre** : 0 **Abstentions** : 10

POUR : Patrick PRUGNAUD, Philippe PAULO, Gilbert MONTET, Lucette LEPREUX, Catherine TEILLAC, Alain MARINIER, Ghislain FOURREAUX, Guy PRIESTER, Denise ARNOULT, Marine MASMAYOUX, Emmanuel DELAVALLADE, Pascal MIRAMONT, Louise DESGRANGES, Michèle POUYES, Carole MERCHIER,

ABSTENTIONS : Emmanuelle FADEUILHE-AYMARD, Claudine THELLIER, Françoise ARPAILLANGE, Alain JACQUART, Philippe BLANC, Gérard VIELLE, David VITRAC Yoan LAUMOND, Virginie JARDEL, Jérôme TRESSSENS,

1 – PLUi : Avis de la commune sur le projet arrêté en conseil communautaire

Monsieur le Maire :

- Rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Pays de Fénelon a prescrit l'élaboration d'un PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) par délibération n°02017/081 en date du 1er juin 2017.
- Rappelle que le débat sur les orientations du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) et le bilan de la concertation sont intervenus en Conseil Communautaire le 24 janvier 2024 et le 9 avril 2024 ;
- Rappelle que la Communauté de Communes du Pays de Fénelon a arrêté une première fois son projet de PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) par délibération en date du 9 avril 2024.
- Rappelle qu'en raison d'un choix des élus, il a été décidé de retirer la délibération du 9 avril 2024 et de reprendre l'élaboration du document au stade de l'arrêt du projet.

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal est sollicité afin de rendre un avis sur le projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article LI 53-15 du code de l'urbanisme, lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau.

Il est également rappelé qu'au titre de l'article RI 53-5 du code de l'urbanisme, l'avis sur le projet de plan arrêté, prévu à l'article LI 53-15, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Monsieur le Maire précise qu'un avis défavorable est susceptible de retarder la procédure et de remettre en cause le calendrier d'approbation fixé à la fin de l'année 2025 et souhaité par l'ensemble des élus de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon.

Cet avis sera joint au dossier du PLUi arrêté en conseil communautaire du 27 février 2025 tel qu'il a été transmis à la commune, en vue de l'enquête publique portant sur le projet de PLUi avec l'ensemble des avis recueillis au titre des consultations prévues en application des articles LI 53-16 et L. 153-17 du code de l'urbanisme, ainsi que le bilan de la concertation arrêté lors du conseil communautaire du 9 avril 2024.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n°109 du 29 décembre 2015 portant sur la réalisation d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Vu la délibération n° 2016/016 du 16 mars 2016 portant sur le transfert de compétence des documents d'urbanisme et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Vu la délibération 1102017/081 du 1er juin 2017 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), précisant les modalités de concertation, les objectifs poursuivis et définissant les modalités de collaboration avec les communes membres ;

Vu la délibération 1102023/072 du 28 juin 2023 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon ;

Vu la délibération 1102024/005 du 24 janvier 2024 relative au deuxième débat portant sur les modifications substantielles apportées au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon ;

Vu la délibération n°2024/063 du 9 avril 2024 tirant le bilan de la concertation ;

Vu la délibération n°2025-024 du 27 février 2025 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Vu le dossier d'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement, les documents graphiques et les annexes,

Considérant que les communes membres doivent transmettre leur avis dans un délai de trois mois après transmission du projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Considérant que cet avis porte sur la partie réglementaire du PLUi, soit les dispositions du règlement (écrit et graphique) et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui concerne la commune directement ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

D'émettre un avis favorable (avec observations) sur les dispositions du règlement du PLUi et sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation qui concerne la commune directement ;

Demande que les observations suivantes soient prises en compte :

Intégrer dans les secteurs constructibles les parcelles suivantes

ORLIAGUET :

Parcelle 0481(bourg) et 0205 (CASTANG)

Parcelle OA 650

PEYRILLAC et MILLAC :

Parcelles OA 513,514,515

Parcelle OA 510

Parcelles OA1006, OA 851

Parcelles OA 617, OA 616

Parcelle OA 592

Parcelles OA 593, OA 595 et OA 596

CAZOULES

Parcelles OA 0442 et OA 1669

Parcelles OA 1942 et 1938

Parcelles OA 1540 et 1538

Parcelle OA 1539

Parcelle OA 1693

Parcelle OA 600

Parcelles OA 1530, OA 744, OA 1987

Parcelles OA 1537, 1873, 444

D'exécuter les mesures de publicité suivantes :

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de la Dordogne ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Fénelon ;

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois à la mairie et le cas échéant d'une publication au recueil des actes administratifs de la mairie.

DEBATS :

Gilbert MONTET intervient sur les conditions de mise en place du PLUi. IL indique qu'il y a eu au moins une vingtaine de réunions avec un travail important afin de servir au mieux les intérêts de tous. A la suite de ce travail, la première ébauche a été refusée et au final, les élus ont été écartés du projet en indiquant qu'au final les parcelles dont nous demandons l'intégration ont été exclues et seront vraisemblablement refusées. Il ajoute en indiquant qu'il ne peut pas adhérer à cela et qu'au final, il a été payé très cher le bureau d'accompagnement. Il précise que lors d'une de ces réunions, tous les maires avaient mis dans la balance leur démission mais rien n'a été fait et au final les autorités feront ce qu'elles veulent. Gilbert MONTET souligne le fait que cette démarche ne sert pas la ruralité, mais à des gros groupes, des bourgs, des villes. Il conclue en indiquant qu'en faisant les mendiants, il y aura peu de permis de construire. Patrick PRUGNAUD ajoute que si toutes les communes font comme PECHS DE L'ESPERANCE, peut être que cela fera bouger la situation. Il demande à l'assistance si quelqu'un veut rajouter des parcelles. Catherine TEILLAC demande à ce que ses parcelles où se trouve une ruine soient intégrées, sans pouvoir fournir les numéros. Elle ne comprend pas que des parcelles qui avant étaient constructibles ne le soient plus. Monsieur le Maire explique que l'un des critères retenu pour rendre une parcelle constructible était le fait qu'un certain nombre d'habitations devaient l'entourer, peut être sept maisons. Il ajoute que personne ne s'est déplacé sur site et que tout a été fait en utilisant les images satellites. Catherine TEILLAC note que la situation de Cazoulès est différente dans la mesure où il s'agit d'un bourg qui peut s'accroître. Emmanuel DELAVALLADE trouve très regrettable que tout cela provienne d'une volonté de l'état de rationaliser l'usage des terres sur des territoires où il ne vient pas souvent et dommageable à la démocratie que cela soit imposé par le biais des Préfecture et qu'au final on demande à des conseils municipaux de voter en aveugle sans savoir ce que l'on vote. Il regrette l'absence de transparence. Gérard VIELLE indique ne pas être d'accord et que tous les maires de la communauté de communes ont participé à cette élaboration. Emmanuel DELAVALLADE relève qu'il y a vingt-cinq conseillers autour de la table et combien de ceux-ci savent ce qu'il y a dedans. Il demande à Gérard VIELLE s'il sait ce qu'il y a dans le PLUi, ce à quoi il répond qu'il ne sait pas et que cela a été délégué aux Maires délégués. Emmanuel

DELAVALLADE lui répond qu'il n'a rien délégué à personne, que l'état est responsable et que lorsqu'il souhaite imposer quelque chose il sait le faire. Alors s'il veut imposer cela, il prend ses responsabilités. Rebondissant sur les propos de Gilbert MONTET, Emmanuel DELAVALLADE souligne le fait qu'il ait été demandé la plus grande discrétion et que les « gêneurs » ont été écartés du projet. Gérard VIELLE lui répond que ceux sont les Maires, ce à quoi Emmanuel DELAVALLADE répond que c'est faux, soutenu par monsieur le Maire et plusieurs conseillers de l'assemblée. Emmanuel DELAVALLADE indique que si l'état veut prendre des décisions, qu'il prenne ses responsabilités. Gérard VIELLE ajoute que l'état a donné des directives. Emmanuel DELAVALLADE ajoute que le Maître d'œuvre est KARTHEO qui se trouve à Limoges, qui comme l'a dit Patrick PRUGNAUD travaille à partir d'images satellites et que ce n'est pas non plus le président de la «com com» qui prend les décisions. Françoise ARPAILLANGE intervient pour préciser qu'elle trouve également regrettable que les petites communes soient loties de la même façon que les grosses communes telles que TOULOUSE ou BORDEAUX, qu'on ne construit pas de la même façon à BORDEAUX et chez nous et que ce n'est pas normal. Gilbert MONTET précise que les communes ont été chargées du sale travail. Emmanuel DELAVALLADE conclue en précisant que l'on n'a pas voulu faire confiance aux Maires et au président de la communauté de commune et qu'il ne faut pas que l'état nous demande d'être les complices de la méthode. Monsieur le Maire apporte une précision en indiquant que le premier jet du PLUI a été rejeté en bloc, qu'à partir de là, la Préfecture a restreint le cercle de la concertation à la «com com» et que les Maires ont été exclus.

Gilbert MONTET indique que les élus sont là pour donner bonne conscience à ceux qui décident et qu'il ne peut adhérer à ce système. Philippe BLANC déclare qu'il a assisté à 6 ou 7 réunions qui l'ont dégoutté. Il ajoute qu'il avait été évoqué que le bureau d'étude n'était pas apte à mener ce projet puisqu'il ne se déplaçait pas dans les communes. Ce premier projet avait malgré tout été imposé et rejeté et que maintenant c'est la seconde fois que cela s'impose à nous. Françoise ARPAILLANGE, répondant à Catherine TEILLAC indique qu'aujourd'hui il nous est demandé de voter le process du PLUI et non le plan. Dans ce process, des cartes ont été établies pour chaque village, et aujourd'hui c'est cela que l'on nous demande de voter et que c'est pour cela que des gens ont fait des demandes pour que des parcelles soient intégrées. Normalement les gens ne doivent pas avoir vu les plans. « Peut-être ta parcelle est-elle toujours constructible, mais tu peux demander à ce qu'elle soit intégrée ». Françoise ARPAILLANGE indique qu'il y aura une enquête publique, dans laquelle il sera possible de déposer des recours, pris en compte par l'enquêteur. Catherine TEILLAC ne comprend pas pourquoi nous demandons l'ajout de parcelles si nous votons un process. Patrick PRUGNAUD prend l'exemple d'un habitant de CAZOULES qui avait des terrains constructibles et qui ont été retirés. Si cet habitant comprend que les terrains proches de la Dordogne puissent être retirés, il ne comprend pas que tout le soit. C'est pour cela qu'il a demandé la réintégration d'une partie de ces terres. Patrick PRUGNAUD indique que nous intégrons toutes ces parcelles mais sans avoir de certitudes sur l'issue de la décision. David VITRAC interroge pour savoir comment des habitants ont pu avoir connaissance de l'inconstructibilité de leurs parcelles. Patrick PRUGNAUD lui répond qu'il imagine que ces personnes ont dû se renseigner auprès de l'urbanisme. Françoise ARPAILLANGE relève que les gens n'avaient pas la possibilité d'avoir ces informations avec le nouveau plan. Monsieur le Maire précise que les parcelles évoquées ci-dessus étaient constructibles sur l'ancien plan. Françoise ARPAILLANGE invite les conseillers présents à parler de l'enquête publique autour d'eux et d'inviter les gens qui le désireraient à déposer un dossier tout en précisant qu'il n'est pas possible d'indiquer ce qu'il y a sur le plan, dans le cadre de l'enquête publique, ces plans seront accessibles. Emmanuel DELAVALLADE fait remarquer que dans le cadre de l'enquête, il y aura beaucoup de documents à voir et à assimiler et qu'elle ne débouchera sur rien, comme c'est souvent le cas. Il s'agit là d'une imposture. Catherine TEILLAC ajoute que ce sera très difficile pour celui qui ne saura pas faire, que cela ne protège pas l'usager. Patrick PRUGNAUD ajoute que si toutes les communes de la «comcom» font la même chose, peut être que cela sera pris en compte. Gérard VIELLE intervient en rappelant les termes des articles LI 52-15 et RI 53-5 du code de l'urbanisme qui précise que sans avis dans un délai de trois mois, l'avis est réputé favorable. Monsieur le Maire précise que le délai prend fin à la fin du mois de mai et que c'est pour cela que le conseil se prononce ce jour.

Monsieur le Maire met au vote qui s'établit comme suit :

Votes pour : 14

Votes contre : 10

Abstention : 1

POUR : Patrick PRUGNAUD, Philippe PAULO, Ghislain FOURREAUX, Emmanuel FADEUILHE-AYMARD, Guy PRIESTER, Claudine THELLIER, Michèle POUYES, Françoise ARPAILLANGE, Alain JACQUART, Gérard VIELLE, Carole MERCHIER, Virginie JARDEL, Yoan LAUMOND, Marine MASMAYOUX.

CONTRE : Pascal MIRAMONT, Gilbert MONTET, Lucette LEPREUX, Alain MARINIER, Louise DESGRANGES, Denise ARNOULT, Philippe BLANC, David VITRAC, Emmanuel DELAVALLADE, Catherine TEILLAC.

ABSTENTION : Jérôme TRESSENS

2- Règlement des taxes de séjour de l'aire de camping-car à la communauté de communes du Pays de Fénelon

Monsieur le Maire délégué de PEYRILLAC et MILLAC informe le conseil municipal que les taxes de séjour de l'aire de camping-car ont été facturées à 0.60 € par adulte depuis l'ouverture.

Par délibération n° 2023-51 du 24/11/2023, le montant des taxes de séjour fixé par la communauté de commune du Pays de Fénelon s'élève à 0.66 € par adulte et par jour.

Afin de régulariser la situation à compter du 1^{er} janvier 2025, le Maire propose au conseil municipal de verser à la communauté de communes les 0.06 € qui n'ont pas été réglés par les utilisateurs depuis le 1^{er} janvier 2025. Il précise que le tarif des taxes de séjour a été modifié par le prestataire de l'aire de camping-car le 22 mai 2025.

Françoise ARPAILLANGE indique que la somme serait de l'ordre de 4,5 euros.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

- Autorise Monsieur le Maire à verser à la communauté de communes les 0.06 € qui n'ont pas été versés par les utilisateurs de l'aire de camping-car depuis le 1^{er} janvier 2025.

Le vote s'établit comme suit :

Votes pour : 24

Votes contre : 1

Abstention : 0

POUR : Patrick PRUGNAUD, Philippe PAULO, Ghislain FOURREAUX, Emmanuel FADEUILHE-AYMARD, Guy PRIESTER, Claudine THELLIER, Michèle POUYES, Françoise ARPAILLANGE, Alain JACQUART, Carole MERCHIER, Virginie JARDEL, Yoan LAUMOND, Marine MASMAYOUX, Pascal MIRAMONT, Gilbert MONTET, Lucette LEPREUX, Alain MARINIER, Louise DESGRANGES, Denise ARNOULT, Philippe BLANC, David VITRAC, Emmanuel DELAVALLADE, Catherine TEILLAC, Jérôme TRESSSENS

CONTRE : Gérard VIELLE

3 – Délégation de service public – Camping de Cazoulès

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le contrat de délégation de service public du Camping de Cazoulès en date du 4 juin 2020 confié à la société Alpha Camping pour une durée de 9 ans.

Après exploitation pendant 5 ans, la société Alpha Camping a souhaité transférer le contrat à l'entreprise FRERY.

Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal l'avenant portant substitution de délégataire de service public du camping municipal.

Monsieur le Maire donne également lecture de la convention signée entre la «comcom», la commune et le groupe FRERY concernant une convention de passage dans le camping pour accéder au BAC prévu à l'entrée du camping pour la traversée de la rivière.

Vu les garanties présentées par le nouveau délégataire,

Monsieur le Maire fait un point sur les régulations financières qui devaient être faites par ALPHACAMPING et qui ont été faites. Il s'agit de la redevance 2025, la facture d'eau et d'assainissement d'un peu plus de 4000 €. Seul un reliquat sur la taxe de séjour des vacanciers reste à être réglée auprès de la «comcom». La condamnation des installations et gaz et l'élagage des arbres ont été réglés par ALPHACAMPING. Monsieur le Maire précise que tout ceci a pu être réalisé malgré les rumeurs qui circulaient sur une vente du camping.

Monsieur le Maire indique que les cantonniers ont effectué un travail remarquable de nettoyage de l'ensemble du camping pour le livrer dans de parfaites conditions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et voté à l'**UNANIMITE**

- autorise le transfert de délégation de service public à l'entreprise FRERY,
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant portant substitution de délégataire de service public du camping municipal de Cazoulès

Votes pour : 25

Vote contre : 0

Abstention : 0

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

Modification du tableau des effectifs (Projet pour saisine du CST)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du ...,

Considérant ce qui suit :

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Également, il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il y a lieu de modifier le tableau des effectifs, notamment en ce qui concerne la filière administrative, suite au départ de la collectivité de deux adjoint administratifs principaux de 1^{ère} classe.

Le conseil municipal, valide :

- De la création des postes suivants :
 - 1 Adjoint administratif à 10 heures hebdomadaires
 - 1 Adjoint administratif à 30 heures hebdomadaires
- De la suppression des postes suivants :
 - 1 Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à 35 heures hebdomadaires
 - 1 Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à 10 heures hebdomadaires
- De la modification de la durée hebdomadaire des postes suivants :
 - 1 Adjoint technique à 4.5 heures hebdomadaires à 6.5 heures
- De modifier le tableau des effectifs tel que présenté **en annexe** :
- D'inscrire au budget les crédits correspondants ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;
- De charger l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du 01/09/2025 ;

Monsieur le Maire précise que ceci sera soumis au vote la prochaine fois.

Budget primitif 2025 Assainissement

Catherine TEILLAC relayée par Monsieur le Maire soulignent la qualité du travail d'analyse réalisé par Emmanuel DELAVALLADE et Gérard VIELLE sur l'assainissement de Cazoulès, en indiquant qu'il y a de nombreuses pistes afin d'améliorer le fonctionnement de ce service. Monsieur le Maire rappelle au conseil que lors de la séance du 14 avril, le conseil a rejeté le budget primitif annexe de l'assainissement collectif. Il précise que de ce fait, la Sous-Préfecture a dû saisir la chambre régionale des comptes. Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier de Madame la préfète de Dordogne du 16 mai 2025. Dans ce courrier, il est précisé que la cour régionale des comptes d'Aquitaine a été du fait de la non-adoption du budget concerné. La cour régionale des comptes dispose d'un mois pour faire des propositions et la préfecture de 20 jours pour faire des observations. Ceci entraîne une suspension des pouvoirs délibérants de l'assemblée jusqu'au terme de la procédure. Seuls les actes nécessaires à la gestion et au fonctionnement de la commune sont permis. Monsieur le Maire résume en précisant que les comptes de la commune sont bloqués sauf en ce qui concerne les actes fondamentaux. **Aucun investissement ne peut être réalisé.** Monsieur le Maire précise avoir communiqué le rapport évoqué ci-dessus à la sous-préfète qui l'a trouvé intéressant. Ce document devrait être également transmis à la CRC Aquitaine. Il précise que la CRCA va étudier depuis ses origines le budget de l'assainissement. Gérard VIELLE interroge Monsieur le Maire sur le fait que cela ne porte que sur le budget annexe, ce à quoi Patrick PRUGNAUD lui répond que oui. Gérard VIELLE souligne que cela sera une forme d'audit. Monsieur le Maire précise que depuis 2014, il y a eu plusieurs versements de la commune de Cazoulès vers le budget annexe de l'assainissement qui s'établissent comme suit :

- 2014 : 10 600 € (du compte 1642 de la commune vers le 1314 de l'AC)
- 2015 : 40 000 € (du compte 1642 de la commune vers le 1314 de l'AC)
- 2021 : 23 000 € (du compte 774)
- 2024 : 10 000 € (du compte 747)

Soit un total de 83 600 €

Françoise ARPAILLANGE dit que selon elle, la somme de 40 000 € a dû être remboursée. Catherine TEILLAC interroge sur les années 2016 à 2020. Françoise ARPAILLANGE précise que les années 2014 et 2015 correspondent à la mise en route de l'assainissement.

Reprenant une partie du rapport d'Emmanuel DELAVALLADE et Gérard VIELLE, Françoise ARPAILLANGE souligne que lorsque l'assainissement collectif a été construit, les travaux ont intégré la réalisation de travaux sur le réseau d'eaux pluviales qui selon elle, n'a pas forcément lieu d'être pris en compte dans le budget assainissement. Ainsi, dans le budget de l'assainissement, 6000 € sont pris en compte pour les eaux pluviales et qui devraient être réintégré dans le budget principal. Elle précise que la cour des comptes devrait prendre cela en compte et que depuis 6 ans, cela représente une somme de 36 000 €. Patrick PRUGNAUD précise qu'il y a actuellement un fort décalage entre ce que doit reverser VEOLIA et ce qui est. Monsieur le Maire évoque l'idée de reprendre la gestion des facturations et paiements de l'AC en régie, prenant l'exemple de CARLUX. Françoise ARPAILLANGE précise qu'il nous revient d'être plus vigilant. Gérard VIELLE signale que VEOLIA n'a fait que respecter les textes et règlements qui encadrent la gestion de l'assainissement. Il indique que les cantonniers devront aller relever les compteurs et que c'est un énorme travail. Françoise ARPAILLANGE incite à être plus vigilant sur les paiements de VEOLIA et les paiements à venir. Emmanuel DELAVALLADE intervient pour signaler que la gestion actuelle manque de précision, que des abonnés qui sont raccordés ne sont pas soumis à la redevance. Françoise ARPAILLANGE souligne qu'il nous appartient de veiller à tout cela. Emmanuel DELAVALLADE, reprenant Gérard VIELLE sur le fait qu'il avait 10 ans d'expérience sur la gestion de l'assainissement collectif, lui fait remarquer que les habitations raccordées ou raccordables sont connues depuis 10 ans et que cela n'a toujours pas été mis à jour. Gérard VIELLE relève qu'il s'agit de 2 ou 3 abonnés sur 160. Emmanuel DELAVALLADE lui rétorque qu'il s'agit plutôt de 6 à 8. Catherine TEILLAC précise que cela représente quand même 5 % des abonnés. Emmanuel DELAVALLADE répondant à Gérard VIELLE précise qu'il n'est pas besoin de relever les compteurs puisque les données peuvent être récupérés par le biais du service de l'eau. Il prend

l'exemple de CARLUX où il n'est pas procédé au relevé des compteurs par la commune. Emmanuel DELAVALLADE répondant à Gérard VIELLE lui précise que ce n'est que son avis personnel et que comme il l'a déjà déclaré, le conseil municipal est souverain. David VITRAC se demande pourquoi VEOLIA a des retards de paiement. Emmanuel DELAVALLADE rebondit sur la question, renvoyant à Gérard VIELLE qui précise que c'est lui qui gère le service depuis 10 ans. Gérard VIELLE invite l'assemblée à bien réfléchir avant de modifier les conditions de la perception des redevances de l'assainissement.

Emmanuel DELAVALLADE s'interroge sur le fait que l'intégration de la réalisation des travaux sur le réseau d'eaux pluviales est connue depuis le début en 2016 et pourquoi les 6000 € n'ont-ils pas été pris en compte par la commune dès le début en 2015. Il note qu'il est surprenant d'avoir l'impression de la découvrir aujourd'hui, parce qu'il l'a souligné dans son rapport. Gérard VIELLE répond qu'il en a été ainsi parce que ces travaux étaient dans le même lot de travaux. Françoise ARPAILLANGE précise ne pas avoir la prétention d'avoir la science infuse et de tout connaître. Emmanuel DELAVALLADE s'interroge sur l'attention qui a été portée au contenu des documents qui sont portés à la connaissance des élus. Il prend le cas des conclusions rédigées en 2017 par l'avocat de la commune dans le cadre de la procédure d'opposition à l'AC. Il précise que dans celles-ci, il est clairement fait état de sortir le coût des travaux des eaux pluviales et de la part assainissement du Camping. Pourquoi les élus de l'époque n'ont pas tenu compte de ce rapport ?

Monsieur le Maire, faisant état de la venue de VEOLIA rappelle que la convention ne prévoit pas de mise en recouvrement au-delà de simples rappels. Si la commune prenait la gestion, elle serait en capacité de mieux gérer le suivi des paiements. Gérard VIELLE apporte des précisions sur les modalités de versements à la commune de la part de VEOLIA rappelant que ceci est réglementé. Il indique qu'il y a trois paiements par an, un au mois de mars, un au mois de juin et le reliquat-régularisation en fin d'année. Patrick PRUGNAUD et Gérard VIELLE soulignent qu'il est anormal que seulement 25 000 € aient été versés en 2024. Gérard VIELLE précise qu'il convient d'écrire plutôt que de téléphoner à VEOLIA en pareille situation, ce à quoi Patrick PRUGNAUD lui répond que c'est ce qu'il a fait. Emmanuel DELAVALLADE précise qu'il manque le paiement de l'automne 2024. Gérard VIELLE indique que les relevés d'eau n'ont lieu qu'une fois par an en décembre. Pour la facture intermédiaire, il s'agit d'une estimation. Gérard VIELLE conclue en revenant sur le service rendu. Catherine TEILLAC et Gérard VIELLE ont une différence de point de vue, Gérard VIELLE considérant qu'il s'agit d'un service public contrairement à Catherine TEILLAC qui souligne qu'un service est public, lorsqu'il est à destination de tout public.

Dotation élu local 2021

Monsieur le Maire expose qu'en 2021 la commune de Cazoulès a perçu une dotation « élu local » pour un montant de 4 521 €. Il s'avère que cette recette a été enregistrée sur deux comptes distincts sans que cela ait été supprimé dans l'année ou régularisé par la suite. Il s'agit là d'une coquille signalée par les impôts. Monsieur le Maire porte cela à la connaissance du conseil, tout en précisant que lors du prochain conseil il conviendra de délibérer afin de débiter cela du budget communal.

Reprise des extincteurs chez des particuliers

Patrick PRUGNAUD demande à Philippe BLANC si les extincteurs en trop de Cazoulès ont été récupérés. Philippe BLANC lui répond qu'il ne l'a pas fait, attendant un mail lui précisant si l'extincteur à poudre qui était chez Hélène PARE pouvait être utilisable à l'école, il ajoute qu'il a besoin de l'avis des pompiers. Alain JACQUART intervient pour préciser que c'est auprès de SICLI qu'il fallait se renseigner pour procéder au retrait de certains extincteurs, à l'affectation inappropriée et se rapprocher des pompiers pour leur signaler. Philippe BLANC répond que son propos ne porte pas là-dessus, mais sur le type d'extincteur qu'il faut mettre dans l'école. Patrick PRUGNAUD rappelle que sa question était de savoir si les extincteurs en trop et qui ont fait l'objet d'une vérification payante étaient retirés, et que le total est de 27. Françoise ARPAILLANGE intervient pour indiquer qu'elle s'occupe de cela dans la semaine.

Présentation du Bac

Patrick PRUGNAUD présente le service du BAC installé entre le ROC et le camping de Cazoulès, permettant la traversée de la rivière, après avoir excusé l'absence du président de la COMCOM. Monsieur le Maire procède à la présentation du texte rédigé par la com com. Françoise ARPAILLANGE précise qu'il semblerait que le BAC soit en fonction le dimanche, mais sans certitude.

Kiosque à pizza

Ghislain FOURREAUX porte à la connaissance de l'assemblée qu'un kiosque à pizza a été installé devant la Mairie dont la redevance mensuelle sera de 300 € avec une capacité de 70 pizzas, 9 choix.

Réunion publique

Monsieur le Maire évoque s'être entretenu avec Madame la sous-Préfète de SARLAT de la réunion publique envisagée avant l'été. Celle-ci lui a fait savoir qu'elle estimait cela inappropriée, dans la mesure où cela se positionnait trop près des élections municipales et que cela pourrait être considéré comme un temps de campagne électorale. Il ajoute qu'il profitera du prochain journal pour informer au mieux la population. De même, il demande à Gérard VIELLE de mettre le nom des rues et le montant des travaux pour les interventions de « point à temps », afin que la population sache que de l'argent est investi pour la remise en état de la chaussée.

La séance est levée à 21H40

Le Président

Patrick PRUGNAUD

Les secrétaires

Denise ARNOULT

Emmanuel DELAVALLADE